



RCS : MARSEILLE

Code greffe : 1303

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de MARSEILLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 03860

Numéro SIREN : 524 203 312

Nom ou dénomination : AXIOLIS

Ce dépôt a été enregistré le 19/07/2016 sous le numéro de dépôt 12209

19 JUL. 2016

12209

**CESSION DE PARTS SOCIALES  
ET  
DE TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL**

William ZANNONE  
Agent  
des Finances publiques

Enregistré à : S I E DE MARSEILLE 7, 9, 10 - ENREGISTREMENT  
Le 13/07/2016 Bordeaux n°2016/211 Case n°6  
Enregistrement : 428 €  
Total liquidé : quatre cent vingt-huit euros  
Montant reçu : quatre cent vingt-huit euros  
L'Agent administratif des finances publiques  
Ext 686

Entre les soussignés

1. **Monsieur Emmanuel Ulrich**, né 10 décembre 1980 à Paris (75), de nationalité fra  
31 avenue Fénelon et Robert Giudicelli 13007 Marseille, non marié non pacsé.

Ci-après dénommée le

Et

2. **Monsieur Yann Brisbarre**, né 26 avril 1980 à Marseille (13), de nationalité fra  
214 avenue du Prado 13008 Marseille pacsé avec Véronique Amiraty depuis le 10  
le régime de la séparation des biens.

Ci-après dénommé le « **Cessionnaire** »

Il est tout d'abord rappelé ce qui suit :

Axiolis est une Société à responsabilité limitée au capital de 5.000 euro dont le siège est sis 31 avenue Fénelon et Robert Giudicelli 13007 Marseille immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille sous le numéro 524 203 312 (la Société).

Le capital social est divisé en cinq cents (500) parts sociales de dix (10) euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

A ce jour, le capital de la Société appartient intégralement au Cédant.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – CESSION DE PARTS

Le Cédant cède et transporte, en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit, soixante-quinze (75) parts sociales de dix (10) euros de valeur nominale chacune (numérotées 426 à 500) sur les 500 dont il est propriétaire dans le capital de la Société, au Cessionnaire qui accepte.

Monsieur Yann Brisbarre précise qu'il est pacsé sous le régime de la séparation de biens et que les parts acquises constituent des biens propres.

## **ARTICLE 2 – PRIX -REGLEMENT**

La présente cession de soixante-quinze (75) parts sociales est consentie et acceptée moyennant un prix global, forfaitaire et définitif de dix-sept mille sept cents (17.700) Euros pour les soixante-quinze (75) parts sociales soit deux cent trente-six (236) Euros par part sociale.

Le montant du prix stipulé ci-dessus est :

- Payé comptant ce jour à concurrence de cinq mille sept cents (5.700) Euros ;
- Le solde soit douze mille (12.000) Euros en 8 échéances trimestrielles de mille cinq cent (1.500) Euros à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016 (paiement le 1<sup>er</sup> de chaque trimestre civil), sans intérêt.

## **ARTICLE 3 – PROPRIETE - JOUISSANCE**

Le Cessionnaire a la propriété et la jouissance des soixante-quinze (75) parts sociales à compter de ce jour.

## **ARTICLE 4 – RESPECT DES CONDITIONS DE CESSION DES PARTS SOCIALES PREVUES AUX STATUTS**

La cession des soixante-quinze (75) parts sociales est libre dans la mesure où le Cédant est associé unique.

## **ARTICLE 5 – ORIGINE DE PROPRIETE**

Le Cédant est propriétaire des soixante-quinze (75) parts sociales pour les avoir acquises le 30 septembre 2011.

## **ARTICLE 6 – DECLARATION DU CEDANT**

Le Cédant déclare que la Société Axiolis est soumise à l'Impôt sur les Sociétés et que les parts cédées sont libres de tout nantissement, saisie, ou de toute autre mesure quelconque pouvant faire obstacle à la cession, anéantir ou réduire les droits du Cessionnaire.

Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code Général des Impôts.

## **ARTICLE 7 – MODIFICATION DES STATUTS**



Le Cédant et le Cessionnaire conviennent de la modification de l'article 9 des statuts corrélative à ladite cession de parts.

*« Le capital est fixé à la somme de cinq mille euros (5.000) euros.*

*Il est divisé en cinq cents (500) parts sociales de dix (10) euros chacune numérotées de 1 à 500 libérées intégralement et réparties entre les associés dans les proportions suivantes :*

- *Monsieur Emmanuel Ulrich titulaire de 425 parts sociales numérotées 1 à 425 ;*
- *Monsieur Yann Brisbarre titulaire de 75 parts sociales numérotées 426 à 500. »*

#### **ARTICLE 8 – FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS**

La présente sera rendue opposable à la Société dans les conditions prévues aux articles L.223-17 et L.221-14 du Code de Commerce.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement des formalités légales de dépôt et de publicité.

Les formalités de publicité sont à la charge exclusive du Cessionnaire qui déclare qu'il accomplira l'ensemble des formalités de publicité dans le mois qui suit la signature des présentes.

#### **ARTICLE 9 – FRAIS – DROITS D'ENREGISTREMENT**

Tous les frais, et droits d'enregistrement découlant du présent acte et de ses suites seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige.

#### **ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution de la présente, les parties font élection de domicile en leur adresse respective indiquée en tête.

#### **ARTICLE 11 – AFFIRMATION DE SINCERITE**

Les parties au présent acte affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix de vente et reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes des sanctions encourues en cas d'inexactitude.

#### **ARTICLE 12 – TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL**



Monsieur Emmanuel Ulrich décide en sa qualité de gérant de transférer le siège du 31 avenue Fénélon et Robert Giudicelli 13007 Marseille au 279 avenue du Prado 13008 Marseille à compter de ce jour.

Il est décidé en conséquence de la modification de l'article 4 des statuts.

**Article 4 : Siège social**

*Le siège social est fixé au 279 avenue du Prado 13008 Marseille.*

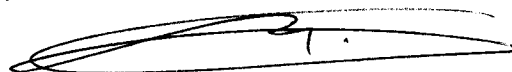
*Le reste de l'article demeure inchangé.*

**Fait à Marseille, le 3 juin 2016**


***En cinq (5) exemplaires originaux, dont un pour l'enregistrement, un pour chacune des parties, un pour être remis à la Société, et un pour le dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce.***

\_\_\_\_\_  
**Monsieur Emmanuel Ulrich**  
« Bon pour cession de 75 parts sociales »

*Bon pour cession de 75 parts sociales*



\_\_\_\_\_  
**Monsieur Yann Brisbarre**  
« Bon pour acquisition de 75 parts sociales »

*Bon pour acquisition de 75 parts sociales*  


19 JUL. 2016

12209

u6

**AXIOLIS**  
**SARL au capital de 5.000 €**  
**279 avenue du Prado 13008 Marseille**  
**524 203 312 RCS Marseille**

**STATUTS**  
**A jour à la date du 3 juin 2016**

Certifié conforme par le gérant :

Emmanuel ULRICH



**TITRE I : FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE – DUREE – EXERCICE  
- GERANCE**

**ARTICLE PREMIER**

**FORME**

La Société est une Société à Responsabilité Limitée. Elle est régie par les dispositions du livre deuxième du Code de commerce, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

**ARTICLE 2**

**OBJET**

La Société a pour objet en France et à l'étranger, directement ou indirectement :

**Bureau d'études techniques, d'ingénieur-conseil et de maîtrise d'œuvre de structures :**

- Missions complètes ou partielles de maîtrise d'œuvre de structures comprenant la conception, la réalisation et la coordination de chantier,
- Ingénierie générale infrastructures,
- Techniques d'organisation des études et des chantiers,
- Génie civil.

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son développement.

La participation de la Société par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

**ARTICLE 3**

**DENOMINATION SOCIALE**

La dénomination de la Société est :



## **AXIOLIS**

Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers et notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots « *société à responsabilité limitée* » ou de l'abréviation « *SARL* » de l'énonciation du capital social ainsi que du numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

### **ARTICLE 4** **SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé 279 avenue du Prado 13008 Marseille.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par l'associé unique ou par la prochaine assemblée, et en tout autre lieu suivant décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés.

### **ARTICLE 5** **DUREE**

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. Cette durée viendra à expiration en 2108, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

### **ARTICLE 6** **EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> décembre et se termine le 30 novembre de chaque année.

### **ARTICLE 7** **GERANCE**

La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés,



personnes physiques, avec ou sans limitation de durée de leur mandat, désignés par l'associé unique ou les associés.

En cours de vie sociale, la nomination des gérants est décidée à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.

La gérance exercera ses fonctions dans les conditions prévues au titre III des présents statuts.

## **TITRE II : APPORTS – CAPITAL – PARTS SOCIALES**

### **ARTICLE 8**

#### **APPORTS**

Le soussigné apporte à la Société la somme de cinq mille euros (5.000 Euros).

Lesdits apports correspondent à 500 parts sociales de 10 euros, souscrites en totalité et entièrement libérées.

La somme de 5.000 euros a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société à la Banque Populaire Côte d'Azur – 630 route des Dolines – 06560 VALBONNE.

#### **Récapitulation des apports**

- Apport en numéraire : cinq mille euros (5.000 Euros)
- Total des apports formant le capital social : cinq mille euros (5.000 Euros)

### **ARTICLE 9**

#### **CAPITAL SOCIAL**

Le capital est fixé à la somme de cinq mille euros (5.000) euros.

Il est divisé en cinq cents (500) parts sociales de dix (10) euros chacune numérotées de 1 à 500 libérées intégralement et réparties entre les associés dans les proportions suivantes :

- Monsieur Emmanuel Ulrich titulaire de 425 parts sociales numérotées 1 à 425 ;
- Monsieur Yann Brisbarre titulaire de 75 parts sociales numérotées 426 à 500.



## ARTICLE 10

### MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

#### I – Augmentation du capital social

##### Modalités de l'augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

#### II – Réduction du capital social

1. Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.
2. Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la Société devient inférieur à la moitié du capital social, l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale extraordinaire des associés, décident dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, s'il y a lieu de prononcer la dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu valablement délibérer.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution de la Société, si au jour où il statue la régularisation a été effectuée.



## **ARTICLE 11**

### **REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES – OBLIGATIONS NOMINATIVES**

#### **I – Augmentation du capital social**

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de l'associé dans la Société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiés et publiés.

La Société peut émettre des parts sociales en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectués. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social.

Les parts sociales d'industrie sont attribuées à titre personnel. Elles ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

#### **II – Obligations nominatives**

Si la Société est légalement tenue d'avoir un Commissaire aux comptes et que les comptes des trois derniers exercices de 12 mois ont été régulièrement approuvés, elle pourra émettre des obligations nominatives, dans les conditions et sous les réserves édictées par la réglementation en vigueur, sans pour autant pouvoir procéder à une offre au public.

L'émission des obligations nominatives est décidée par l'assemblée générale des associés, dans les conditions de majorité requises pour les décisions ordinaires. Si le capital de la Société est entièrement libéré, l'assemblée générale peut déléguer au gérant le pouvoir de procéder à l'émission des obligations nominatives.

Une notice relative aux conditions de l'émission et un document d'information, conformes aux dispositions des articles R.223-7 et R.223-9 du Code de commerce, sont mis à la disposition des souscripteurs lors de chaque émission.

Pour la défense de leurs intérêts, les obligations sont regroupés en une masse dotée de la personnalité morale et représentée par une ou plusieurs personnes physiques ou morales, sans que les représentants puissent être plus de trois, et sont appelés à se réunir en assemblée générale, dans les conditions et selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE 12**

### **REUNION DE TOUTES LES PARTS EN UNE SEULE MAIN**

En cas de pluralité d'associés, la réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société qui continue d'exister avec un associé unique. Celui-ci exerce



alors tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des associés.

## **ARTICLE 13**

### **CESSION - TRANSMISSION**

#### **I – Cession**

1. Les cessions de parts doivent être constatées par écrit. La cession n'est opposable à la Société que dans les formes prévues par l'article 1690 du Code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt. Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au Greffe du Tribunal de commerce.
2. Les cessions ou transmissions sous quelque forme que ce soit des parts sociales appartenant à l'associé unique sont libres.
3. En cas de pluralité d'associés, seules les cessions de parts au profit de tiers étrangers à la Société autres que le conjoint, les ascendants ou descendants d'un associé, sont soumises à agrément dans les conditions prévues par les dispositions de la loi et du décret sur les Sociétés commerciales.

#### **II – Transmission**

En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit entre ses ayant-droit ou héritiers et, le cas échéant, son conjoint survivant.

#### **III – Dissolution de la communauté**

En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associé unique et son conjoint, la Société continue soit avec un associé unique, si les parts sociales sont attribuées en totalité à l'un des époux, soit avec deux associés si lesdites parts sont partagées entre les époux.

## **ARTICLE 14**

### **INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES**

En cas de pluralité d'associés, les copropriétaires de parts sociales indivises sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

Lorsque des parts sociales sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives autres que celles relatives à l'affectation des résultats sociaux.

## **ARTICLE 15**

### **DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE**

La Société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'associé unique ou l'un des associés.

## **TITRE III : GERANCE**

## **ARTICLE 16**

### **POUVOIRS DE LA GERANCE**

La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés avec ou sans limitation de durée.

Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société et dispose de mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique : l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots « *Pour la Société – Le gérant* » suivis de la signature du gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Le gérant est expressément habilité à mettre les statuts de la Société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification de ces modifications par l'associé unique ou par décision collective des associés représentant plus



des trois-quarts des parts sociales.

## **ARTICLE 17**

### **CESSATION DES FONCTIONS DU GERANT**

Le gérant est révocable par décision de l'associé unique ou par une décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, en cas de pluralité d'associés, un gérant peut être révoqué par le Président du Tribunal de commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du gérant cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le gérant peut également résilier des fonctions mais seulement en prévenant l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, chacun des associés trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du gérant n'entraîne pas dissolution de la Société.

## **ARTICLE 18**

### **REMUNERATION DE LA GERANCE**

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération, ainsi que son montant, sont fixés par décision de l'associé unique ou décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

## **ARTICLE 19**

### **CONVENTION ENTRE LA SOCIETE ET UN GERANT OU UN ASSOCIE**

1. Les conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales (article L.223-20 du Code de commerce), qui interviennent directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses gérants ou associés, sont soumises à la procédure d'approbation prévue par la loi.



Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une Société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un Directeur Général, un membre du Directoire ou un membre du Conseil de surveillance, est également associé ou gérant de la Société.

2. Lorsque la Société n'est pas pourvue de commissaires aux comptes, les conventions conclues par le gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique ou de la collectivité des associés.
3. La procédure d'approbation et de contrôle prévue par la loi ne s'applique pas aux conventions conclues par l'associé unique, gérant ou non. Toutefois, le gérant non associé ou le commissaire aux comptes, s'il en existe un, doivent établir un rapport spécial.
4. Les conventions conclues par l'associé unique ou par le gérant non associé doivent être répertoriées dans le registre des décisions de l'associé unique.
5. A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoints, ascendants et descendants des gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

#### **TITRE IV : DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES**

##### **ARTICLE 20**

##### **DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES**

1. L'associé unique exerce les pouvoirs qui sont dévolus par la loi aux associés réunis en assemblée générale. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.
2. Les décisions de l'associé unique sont constatées dans un registre côté et paraphé dans les mêmes conditions que le registre des procès-verbaux des assemblées.
3. En cas de pluralité d'associés, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Dans l'exercice de son droit de participer aux décisions collectives, chaque associé a le droit de se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ou par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux, ou par toute autre personne de son choix.

4. Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

## **ARTICLE 21**

### **INFORMATION DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES**

1. L'associé unique non gérant, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.
2. Lorsque la Société comporte plusieurs associés, l'étendue et les modalités de leur droit d'information et de communication sont déterminées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

## **TITRE V : CONTROLE DE LA SOCIETE**

### **ARTICLE 22**

#### **COMMISSAIRES AUX COMPTES**

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En cas de pluralité d'associés, la nomination d'un commissaire aux comptes peut également être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

Le commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

## **TITRE VI : COMPTES SOCIAUX – BENEFICES - DIVIDENDES**

### **ARTICLE 23**

## COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et développement.

### ARTICLE 24

#### AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, ainsi que tous amortissements provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite « *réserve légale* ». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice distribuable est attribué à l'associé unique. Lorsque la Société comprend plusieurs associés, la part attribuée aux associés sur ce bénéfice est déterminée par l'assemblée générale.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'associé unique ou décidées par l'assemblée générale.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans les neuf mois de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

L'associé unique ou l'assemblée générale peut également décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité

sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

De même, l'associé unique ou l'assemblée générale peut décider d'affecter en totalité ou en partie les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

Aucune distribution ne peut être effectuée lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite d'une telle distribution, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Les pertes de l'exercice, s'il en existe, sont inscrites au report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à apurement complet.

## **TITRE VII : PROROGATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION - CONTESTATIONS**

### **ARTICLE 25 PROROGATION**

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, l'associé unique ou les associés doivent décider si la Société doit être prorogée ou non.

### **ARTICLE 26 DISSOLUTION - LIQUIDATION**

1. La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.
2. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne dans les conditions prévues par l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.
3. Lorsque la Société comporte un associé personne physique ou plusieurs associés, la dissolution entraîne la liquidation.

Sa dénomination doit alors être suivie des mots « *Société en liquidation* ». Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.



Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

**ARTICLE 27**  
**CONTESTATIONS**

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

